



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation - n°229, hebdomadaire, lundi 17 février 2020

La Mauvaise Herbe n°6
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Contre la réforme des retraites

Deux rendez-vous de grèves cette semaine : lundi 17 février et jeudi 20 février

Le projet de contre-réforme des retraites à l'Assemblée le 17 : "lundi noir" dans les transports parisiens et nouvelle journée interpro jeudi 20 proposée par l'intersyndicale nationale



Le rendez-vous pour Paris

Le Bac Blanquer ne passe pas !

(Lire page 2, notre argumentaire)

Les E3C sont programmées jusqu'au 28 février. "Sur environ 1600 lycées généraux et technologiques dans le public, ce sont plus de 660 lycées qui ont déjà vu leurs épreuves fortement perturbées, parmi lesquels plus de 210 lycées ont dû annuler ou reporter leurs épreuves". Et la répression est toujours aussi sévère. Lundi 11 février, une élève a été blessée par un gendarme devant le Lycée Xavier Mallet au Teil en Ardèche. A Montreuil, les parents d'élèves du Lycée Condorcet ont lancé une pétition pour dénoncer les violences policières ; d'autres ont écrit au proviseur et à la direction académique "extrêmement choqués par la présence de policiers armés de fusils automatiques à proximité immédiate du lycée et de l'école maternelle Jean Mou-

lin, à l'heure de la sortie des classes."

Des collègues vont refuser de corriger les épreuves de contrôle continu. D'ores et déjà, des profs ont renseigné le registre de santé et de sécurité (CHS-CT) pour dénoncer des "conditions de travail exécrables et les chefs qui continuent à nous harceler littéralement sur tous les points", comme en Isère ou dans la Drôme.

Blanquer, son bac et son école de la défiance, Macron et sa retraite à points, les personnels de l'éducation mènent deux combats simultanés et se préparent pour d'autres rendez-vous. A Vaulx-En-Velin, une manif interpro est programmée le 16 mars, pour le début d'une semaine noire annoncée sur les réseaux sociaux !

* Chiffres publiés par la Coordination nationale 1er et second degrés

Blanquer impose son bac à coups de matraque !

C'est vrai qu'on s'habitue à tout. Dans plusieurs centaines de lycées, la police est intervenue contre des élèves et leurs professeurs pour mater les volontés de protestations contre la tenue des épreuves du nouveau bac en contrôle continu, les bien mal nommées E3C. Ces "Epreuves Communes de Contrôle Continu", ne sont pas "communes", puisqu'elles ont été improvisées dans chaque établissement, contre l'avis des profs et l'intérêt des élèves.

Sujets déconnectés des contenus enseignés, voire disponibles à l'avance sous formes de "fuites". Sujets choisis par des équipes pédagogiques, quand ils ont bien voulu collaborer, sinon par les IPR, par exemple en regardant les cahiers de texte, et en choisissant des sujets pouvant, à leurs yeux, faire preuve de plus ou moins de bienveillance. Flou total sur les contenus à réviser. Impréparation des élèves aux épreuves... Les situations les moins réglementaires, mais surtout les plus disparates, ont fini de discréditer ces modalités d'évaluation.

On assiste à un démantèlement complet du service public d'éducation, au travers de la destruction de l'examen national du bac, réintroduisant des particularismes locaux. Ce qui fut le "premier diplôme universitaire", ne sera bientôt plus qu'un bout de papier, dont la valeur sera totalement et uniquement tributaire de l'établissement qui le délivre. C'est ainsi qu'on construira des filières d'élite, mises en compétition avec des filières de relégation, compatibles avec la logique de sélection scolaire et sociale de Parcoursup.

Nos élèves sont nos camarades !

Les élèves, surtout, l'ont perçu avec une telle acuité qu'ils et elles sont entré.es en lutte frontale contre cette mascarade d'évaluation. Ils ont eu re-

cours aux moyens que l'on peut déployer quand on n'a ni droit de grève, ni voix au chapitre : l'agitation et le blocage.

Les chefferies ne seront JAMAIS avec nous !

La moitié des lycées de France se trouve donc actuellement en conseil de discipline permanent. Les "forces de l'ordre" sont allées jusqu'à chercher à leur domicile des élèves "fauteurs de troubles", à 7 h du matin, sur la seule foi de dénonciations venant des services "sécurité-prévention-médiation" des rectorats. Certains élèves et leurs parents ont été convoqués, et menacés de sanctions administratives, voire de zéros aux examens (sic !). Quant aux profs indociles, eux ont été menacés de sanctions pénales... L'école de la confiance a une tête d'école caserne.

A la CNT, il ne nous serait jamais venu à l'idée de défendre l'examen du bac, cette évaluation coupe-ret qui façonne la jeunesse pour qu'elle rentre bien formée dans le moule de l'usine ou des "emplois de services" uberisés. Nous avons tellement d'autres perspectives sociales et pédagogiques que nous en avons presque oublié que la bourgeoisie ne désarme jamais. Elle peut toujours innover dans la mise en œuvre du pire.

Pour l'heure, il faut annuler les E3C, abroger les réformes antisociales, et protéger les élèves et les personnels contre les sanctions et la répression. Qu'avons-nous à notre disposition ? Grèves, solidarités et rapport de force...

